

**Accords commerciaux - CETA -
Glyphosate - Travailleurs détachés -
Espagne - Entretien de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'État auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec «BFMTV/RMC»
(Paris, 26 octobre 2017)**

Q - Notre invité ce matin est Jean-Baptiste Lemoyne, bonjour.

R - Bonjour.

Q - Vous êtes secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Trois sujets majeurs : le CETA, le glyphosate et les travailleurs détachés.

Nous allons commencer avec le CETA, accord de libre-échange, rappelons-le, entre le Canada et l'Union européenne. Vous partez dimanche pour le Canada, pour aller négocier, discuter avec le gouvernement canadien. Vous dites : «Le gouvernement français sera ferme.» Peut-être ferme, mais le traité est signé. La France peut-elle, Jean-Baptiste Lemoyne, revenir sur sa signature et ne pas appliquer ce traité ?

R - Il ne s'agit en aucun cas de revenir sur notre signature, vous avez raison, Jean-Jacques Bourdin. Ce traité a été lancé par Nicolas Sarkozy, il a été poursuivi par François Hollande qui l'a signé et aujourd'hui, le Parlement national, dans quelques mois aura à se prononcer.

Q - Quand ?

R - Deuxième semestre 2018 pour la ratification.

Q - Le Parlement français devra le ratifier ou pas.

R - Exactement. Et c'est pourquoi le gouvernement d'Edouard Philippe tient la promesse d'Emmanuel Macron de faire un audit de ce traité. Il y a eu une commission indépendante - totalement indépendante - qui a pointé un certain nombre de vigilances et un certain nombre d'absences. Face à cela, nous avons souhaité mettre en place un vrai plan d'action pour que ce traité soit complété par de nouvelles mesures sans rouvrir le traité. Il s'agit de nouvelles mesures qu'on va travailler avec le Canada, qu'on va travailler au sein de l'Union européenne pour garantir, par exemple, un certain nombre de contrôles, un certain nombre d'audits et de

traçabilité. Parce que ce que nous souhaitons, c'est que le consommateur européen, le citoyen européen, ait pleinement confiance dans ces échanges internationaux.

Q - C'était la promesse d'Emmanuel Macron lorsqu'il était candidat à la présidence de la République. Qu'a-t-il dit, Emmanuel Macron ? Il a dit sur le CETA : «Nous réunirons une commission d'experts», très bien. Cette commission a rendu son avis et s'inquiète de certains points du traité, on est bien d'accord. Si ces points ne sont pas résolus, il a dit : «Nous ne ratifierons pas ce traité.» On est bien d'accord, c'est ce qu'il avait dit ?

R - Non. Il avait pris des engagements dans l'entre-deux-tours avec la création d'une commission indépendante et, en fonction, on avisera.

Q - Cela veut dire quoi «on avisera» ?

R - On tient compte des conclusions de la commission indépendante. Cette commission indépendante dit qu'en matière climatique, il y a un certain nombre d'absences. Oui, c'est normal, parce que ce traité a été négocié avant l'Accord de Paris.

Aujourd'hui nous souhaitons porter très haut, très fort cette ambition environnementale, climatique. Vous savez que le 12 décembre, Emmanuel Macron reçoit justement un certain nombre d'interlocuteurs internationaux pour un sommet consacré au climat. Et ce dimanche, lorsque je pars au Canada, c'est également pour pouvoir avancer, avec le gouvernement de Justin Trudeau, lors de réunions bilatérales sur de nouvelles mesures.

Q - Je vais vous poser trois questions très concrètes, mais vraiment très concrètes. Gaz de schiste, sable bitumineux, le Canada produit, on est bien d'accord. Est-ce qu'aucun de ces hydrocarbures ne pénétrera en France ?

R - Justement sur ce point-là des hydrocarbures, des bitumineux, le Canada de Justin Trudeau n'est pas le même que celui du conservateur Harper qui était climato-sceptique. Je vous donne un cas très concret.

Q - Vous ne répondez pas à ma question.

R - Le projet qui existait au Canada de mettre en place un oléoduc pour que justement tous les bitumineux aillent vers l'océan Atlantique et traversent l'océan Atlantique, vient d'être abandonné.

Q - Non mais d'accord, ce n'est pas le transport qui compte. C'est la manière dont est extrait ce pétrole de schiste. Est-ce que ces pétroles de schiste, ce gaz de schiste, seront introduits en France, seront vendus en France ? Oui ou non ?

R - Ce que je peux vous dire, c'est qu'aujourd'hui rien n'interdit la commercialisation de schiste américain ou canadien. Mais, le marché international est tel que, compte tenu des prix du pétrole, il n'y a pas de compétitivité, et ces produits-là, du coup, n'ont pas de débouchés en Europe.

Q - Et pourront être...

R - N'ont pas de débouchés en Europe, il faut être...

Q - Ils n'ont pas de débouchés mais enfin, s'il y a des débouchés, ils pourront être vendus en Europe. Ça, c'est la première chose. L'importation du boeuf canadien, 7.600 tonnes par an aujourd'hui. On est bien d'accord ?

R - Non.

Q - Non ? Combien aujourd'hui ?

R - 425 tonnes.

Q - Mais combien après ?

R - Justement, j'ai le document de la Commission européenne parce que j'ai entendu les inquiétudes de la filière bovine. Vous savez, moi je suis élu de l'Yonne...

Q - Mais c'est pour cela que je vous en parle.

R - Il y a la race charolaise en Bourgogne donc tout cela, j'y suis attentif. Et donc aujourd'hui, le Canada a le droit d'importer, d'exporter 15.000 tonnes de viande bovine. Sur ces 15.000 tonnes...

Q - Vous parlez de toute l'Union européenne ou de la France ?

R - De toute l'Union européenne. Et sur ces 15.000 tonnes, combien y réalise-t-il ? 425 tonnes. Voilà, j'ai le document.

Q - Aujourd'hui. Et demain, libre-échange ?

R - Le traité prévoit que cela peut aller jusqu'à 45.000 tonnes, mais vous voyez bien que si aujourd'hui il n'y en a que 425 tonnes, cela veut dire qu'ils sont loin d'avoir saturé leur quota.

Et cela veut dire que ce n'est pas demain qu'ils vont passer à 45.000 tonnes. Pourquoi ? Pour une bonne et simple raison...

Q - Mais ils vont augmenter. Tout leur intérêt, c'est d'exporter. Leur intérêt, c'est d'exporter leur viande.

R - Ils n'arrivent même pas à exporter 15.000 tonnes, ils en exportent 425 tonnes c'est-à-dire trente à quarante fois moins. Cela veut dire que leur outil de production n'est pas adapté à notre marché européen. Parce que nous, nous refusons par exemple le boeuf avec hormones. Or, leur filière...

Q - ...Bourrée d'antibiotiques, d'accélérateurs de croissance.

R - Justement, nous avons des filières différentes. Le choix européen, c'est la qualité, c'est du boeuf sans hormones et donc comme les Canadiens ne sont pas en mesure de produire ce boeuf sans hormones, cela explique pourquoi ils n'utilisent pas leur quota. Et c'est pour cela que c'est un bon accord, ce traité entre l'Union européenne et le Canada.

Q - Mais qui va aller les contrôler ? Nos vétérinaires vont aller au Canada contrôler ? Est-ce que nos vétérinaires auront le droit d'aller contrôler au Canada ?

R - Mais c'est déjà le cas et on va renforcer tout cela. Naturellement, il y a un certain nombre de moyens de contrôle supplémentaires tant au niveau national qu'au niveau européen. Par exemple, au niveau des douanes françaises et d'ailleurs compte tenu du contexte Brexit, nous savons que nous allons devoir renforcer nos moyens sur la côte atlantique et de la Manche, les ports par lesquels arrivent un certain nombre de marchandises. Et par ailleurs, au niveau européen, là aussi il y aura un renforcement des moyens pour contrôler, parce qu'à partir du moment où il y a plus d'échanges, il faut également plus de contrôles pour s'assurer que le consommateur ait bien ce qu'il veut. Et je rappelle que le consommateur, au final, c'est lui qui est le client.

Q - Oui, mais encore faut-il qu'il soit informé, le consommateur.

R - C'est pour cela Jean-Jacques Bourdin, vous avez raison, que dans ce plan d'action de mise en oeuvre du CETA, il y a également le chantier de l'étiquetage. Parce qu'il faut que le consommateur sache, quand il fait son choix dans le rayon, ce qu'il achète. Nous nous souhaitons, de ce point de vue-là, prendre des mesures au niveau européen qui permettent...

Q - Quelles mesures allez-vous prendre ?

R - ...qui permettent de savoir ce qu'on achète et c'est aussi...

Q - Même dans un produit transformé ? Je pourrai savoir si je mange du boeuf canadien dans un produit transformé ou pas ?

R - Là, je pense qu'on peut travailler sur des labels de façon positive.

Q - Sur le produit transformé, je ne saurai pas.

R - Si. Je pense que la politique des labels comme on a le Label rouge peut être intéressante.

Q - Peut être intéressante à développer une fois mis en place le traité.

R - Mais vous savez, le traité on le met sous surveillance.

Q - Sous surveillance, mais il est entré en vigueur le 21 septembre. Sous surveillance de quoi ? De qui ?

R - Et depuis, je n'ai pas eu l'impression qu'il y ait eu mort d'homme. Justement, on va évaluer l'impact sur les filières chaque mois, chaque trimestre. C'est très important parce que - et le président de la République a été élu sur un message résolument pro-européen – nous voulons une Europe qui protège et parce qu'on n'est pas naïf. Dans le commerce international, certains pays font des subventions indues, certains pays font du dumping ; nous, on souhaite que cette Europe prenne ses responsabilités et elle régule. Et la France, de ce point de vue-là, est à l'offensive.

Q - L'Europe et le glyphosate. Là, encore un dossier sur lequel vous peinez à trouver une majorité si j'ai bien compris. C'est bien ça, Jean-Baptiste Lemoyne ? On est bien d'accord, non ?

R - Attendez. Cela chemine, cela chemine.

Q - Où est-ce qu'on en est ?

R - Prenons le dossier à la base. À la base, la question c'est oui ou non doit-on renouveler l'autorisation d'utiliser ce produit pendant dix ans ? Il se trouve qu'aujourd'hui, il n'y a pas vraiment de substitut à ce produit et donc on voit bien qu'au niveau européen...

Q - Il y a des agriculteurs qui font sans.

R - On est bien d'accord mais donc au niveau européen, il y a des États qui sont pour l'interdiction pure et simple, des États qui souhaitent la reconduction pour 10 ans. L'idée est

d'arriver à une reconduction plus limitée dans le temps, pour permettre justement de travailler sur ces substituts, et donc la décision n'est pas encore prise. Vous avez vu que Nicolas Hulot préconisait, lui, trois ans mais par rapport à dix ans, on vient de loin quand même.

Q - Il y a toujours une petite cacophonie gouvernementale. Trois ans, cinq ans, on ne sait plus tellement selon les ministres.

R - Honnêtement, c'est cela la force de la France qui est quand même de retour au niveau européen. Je l'ai vu avec Nicolas Hulot et Brune Poirson. Ils sont en train de mobiliser...

Q - La France n'a rien obtenu hier.

R - Attendez, on n'est plus sur une reconduction de dix ans. Déjà, le débat est plutôt sur trois ans, quatre ans et une décision à venir.

Q - Il faut seize États d'accord, France comprise, avec notre position et plus de 65% de la population. On est bien d'accord, c'est cela ? 16 États sur 28. On ne les a pas.

R - Mais tout cela se construit petit à petit, ces majorités. Regardez le travail détaché.

Q - Je vais y revenir.

R - Emmanuel Macron au mois d'août dernier a fait une tournée européenne notamment dans un certain nombre de pays d'Europe centrale et orientale qui ne voulaient pas changer la directive. Bien, il a réussi à convaincre certains de ces pays que ce n'était plus tenable, parce que la directive de 1996 n'est plus adaptée à la situation de 2017. Et donc ça, ce sont des majorités qui se bâtissent jour après jour.

Q - Hier, combien de pays étaient sur la position de la France hier ?

R - Je n'étais pas à Bruxelles hier donc je ne peux pas vous dire, j'étais à Paris sur le CETA.

Q - Bon.

R - Non, c'est la vérité. Tout cela pour vous dire que ce sont des majorités qui se bâtissent pas à pas.

Q - Moi, j'ai une autre question à vous poser. La position de la France, c'est quatre ans. On est bien d'accord ? On renouvelle pendant quatre ans.

R - Pour l'instant, la position est sur quatre ans.

Q - Pourquoi on interdit au bout de quatre ans ? C'est totalement différent. C'est-à-dire que dans quatre ans, on va encore discuter pour savoir si on renouvelle encore.

R - Non mais je crois que l'état d'esprit, il est que s'il y a une reconduction pour quelques années...

Q - Pourquoi ne pas dire : «On demande l'interdiction dans quatre ans, l'interdiction totale» ?

R - Attendez, s'il y a une décision qui est prise trois ou quatre ans, tout le monde a bien en tête que la situation actuelle n'est pas tenable et qu'il faut trouver un certain nombre de substituts.

Q - Donc dans quatre ans, interdiction ?

R - Et donc...

Q - Jean-Baptiste Lemoyne, non, non. Vous savez, c'est important. Dans quatre ans, interdiction ou pas ?

R - Tous on sait que maintenant, on doit avoir un modèle justement agricole, environnemental qui soit durable. Nous devons, en termes de recherche, en termes d'innovation mettre le paquet pour trouver de meilleurs produits.

Q - Alors est-ce que la position de la France c'est : dans quatre ans, il n'y aura plus de glyphosate à disposition de nos agriculteurs ? Oui ou non ?

R - La position de la France, le Premier ministre l'a dit, c'est : il faut se mettre en situation de sortir de la dépendance à ce produit.

Q - Alors on se met en situation.

R - Oui.

Q - Vous ne me dites pas : «Dans quatre ans, plus de glyphosate». Pourquoi ne me le dites-vous pas ? Parce que vous ne le pensez pas ?

R - Jean-Jacques Bourdin, parce que je n'ai pas de baguette magique. Parce que diriger un

pays, gouverner, ce n'est pas comme ça asséner des vérités qu'on ne sera pas capable de tenir.

Q - Ce sont des choix. Justement, gouverner, c'est faire des choix.

R - C'est faire en sorte à un moment de trouver un chemin pour sortir. On a l'objectif de sortir de la dépendance à ce produit et donc ce qu'on souhaite, c'est de construire ce chemin. Il faut être réaliste. Il ne faut pas vendre des choses qui ne sont pas réalisables.

Et donc, c'est cela aussi toute la complexité de l'action publique. Mais je crois qu'il faut rendre hommage à Emmanuel Macron, à Edouard Philippe justement eux de ne pas vendre soit du rêve, soit des balivernes. On vend ce qui est réalisable et c'est la force de ce gouvernement.

Q - Alors les solutions pragmatiques, les travailleurs détachés. Cet accord est-il aussi ambitieux que vous le dites ? Triomphalisme d'Emmanuel Macron, du gouvernement mais regardons. À travail égal, salaire égal, on est bien d'accord. Je suis Polonais, Portugais, Tchèque, je veux travailler en France. Je vous prends un exemple concret, je touche le même salaire qu'un Français qui fait le même boulot que moi. Primes comprises, remboursement de frais compris - on est bien d'accord - et les charges sociales, patronales et salariales sont payées où ?

R - Travail égal, salaire égal, c'est-à-dire que maintenant, effectivement, il n'y a plus la possibilité d'avoir ce dumping, salaire ou charges, qui seraient très différents, et qui fait que, par exemple, dans le département de l'Yonne, moi j'ai vu, il y a quelques temps, des gros chantiers d'infrastructures, réalisés par des entreprises et des travailleurs venant, soit du Sud de l'Europe, soit de l'Est de l'Europe. Demain, ces chantiers, qui durent parfois de 18 mois à 2 ans, parce que ce sont des grosses infrastructures, ils ne pourront plus se produire dans ces conditions-là, et donc il y a cet aspect...

Q - Ils pourront durer 12 ou 18 mois.

R - 12 mois.

Q - Avec une prolongation possible...

R - Si l'État l'accepte - c'est pour cela que l'État reprend la main aussi – ce sera 12 mois. C'est important parce que, des chantiers, comme ça, de 18 mois, de 2 ans, ils ne pourront plus voir le jour dans ces conditions-là. Parce que notre bâtiment, le BTP, a souffert de cette concurrence déloyale, et c'est pour ça que les règles de 1996, qui ont été faites quand l'Union européenne était à 15, ne peuvent pas être les mêmes quand l'Union européenne est à 27 ou à 28. Et c'est pourquoi que l'on parlait depuis des années de la révision, mais ça n'avait pas abouti. Et là, à force de persuasion, d'arriver à rapprocher les points de vue, nous avons réussi à trouver une majorité, y compris avec des États d'Europe centrale et orientale.

Q - On est bien d'accord, salaire égal...

R - Salaire égal, travail égal.

Q - Et les charges sociales seront payées où ?

R - Vous savez que l'idée, justement, c'est qu'un travailleur détaché, désormais, devra avoir cotisé au moins 3 mois à sa sécurité sociale d'origine, alors que pour l'instant il n'y avait pas de délai...

Q - Donc les charges sociales seront payées dans le pays d'origine, on est bien d'accord ?

R - Mais, c'est aussi pour cela que la compétitivité française...

Q - C'est-à-dire que le travailleur coûtera moins cher quand même !

R - Mais attendez...

Q - Puisqu'il n'y aura pas de charges sociales sur son dos.

R - Mais c'est pour ça que nous faisons, nous, au niveau français, tout un travail de compétitivité. Quand on augmente la CSG de 1,7 point, c'est pour alléger les charges sociales sur les salariés français, donc c'est pour permettre une compétitivité meilleure de la France.

Q - Oui...

R - Si, parce que ce ne sont pas des décisions qui sont saucissonnées, c'est-à-dire qu'il y a une vision d'ensemble. Nous on considère que, il y a une qualité du travail français, et cette qualité du travail français doit se faire au meilleur coût sans que cela pénalise le salarié.

Q - Le meilleur résultat c'était de faire payer les charges sociales en France, eh oui ! Enfin bon... puisqu'on travaille en France. Je suis conducteur routier, alors là je lis : Elisabeth Borne, là les bras m'en tombent : Les règles du détachement s'appliqueront pleinement au secteur du transport. Non, mais, c'est se moquer du monde, d'ailleurs les transporteurs sont fous de rage, les conducteurs routiers sont fous de rage, Jean-Baptiste Lemoyne. Parce que vous ajoutez : compte tenu des spécificités du transport, les modalités d'application seront précisées dans le cadre de la négociation en cours sur le paquet mobilité.

R - Tout à fait. Donc, cela veut dire quoi...

Q - Donc les règles ne s'appliquent pas aujourd'hui quoi ! ne s'appliqueront pas.

R - La directive révisée dit bien que tous les secteurs sont concernés, y compris le transport routier. Maintenant, il y a des modalités pratiques, spécifiques au secteur routier, qui doivent être travaillées, et donc il y a une nouvelle négociation qui s'enclenche, le paquet mobilité auquel vous faisiez allusion. Mais ce que je veux dire c'est que, la France, grâce à la loi Macron, a déjà pris des mesures pour encadrer cette concurrence, parfois déloyale. On a interdit, par exemple, que le cabotage se fasse aux tarifs des pays par exemple d'Europe de l'Est. Par exemple, je suis un transporteur roumain, je charge à Lille, je décharge à Montpellier, je fais cela aux tarifs français, et c'est la loi Macron. Et il se trouve que, justement, grâce aux négociations qui viennent de s'achever- vous savez qu'il y avait un risque la Commission européenne veuille aller chercher des poux dans la tête de la France sur cet encadrement - la Commission européenne a dit qu'elle ne déférerait pas ces éléments. Donc, cela permet de garder des protections...

Q - Très bien. Mais, en tous les cas, aujourd'hui, ces règles détachement ne s'appliquent pas au transport routier. Aujourd'hui, Jean-Baptiste Lemoyne, vous pouvez me dire tout ce que vous voulez, aujourd'hui cela ne s'applique pas.

R - Il y a un principe qui a été acté, le transport routier est concerné, maintenant il faut trouver des modalités. On ne travaille pas dans le transport routier comme on travaille dans le BTP, c'est différent. Et vous savez, moi j'ai une grande confiance pour le transport routier français. J'étais en déplacement, il y a quelques semaines, à Biarritz, où j'ai rencontré les dirigeants d'une formidable entreprise qui s'appelle l'entreprise Olano, ils sont dans le transport routier, et s'ils arrivent à se développer encore, pourquoi ? C'est parce qu'ils ont fait le pari de la qualité, d'avoir un service irréprochable, et aujourd'hui ils se développent à l'international, en Espagne, au Maroc, partout. Nous avons des transporteurs routiers français, de qualité, qui peuvent tirer leur épingle du jeu, malgré ce contexte de dumping qui peut exister, et nous on se bat contre ça, parce qu'on veut cette Europe qui protège.

Q - Oui, pour l'instant, l'Espagne et le Portugal ne nous suivent pas vraiment sur le transport routier, nous verrons bien. En ce qui concerne l'Espagne, d'ailleurs, peut-être nous sommes très proches finalement de Rajoy dans sa position avec la Catalogne, peut-être que ça a un lien, je ne sais pas Jean-Baptiste Lemoyne, mais, l'indépendance de la Catalogne, ça, la France ne reconnaîtra jamais cette indépendance ?

R - Vous savez, la Catalogne a une chance immense dans l'Espagne, c'est d'avoir un régime d'autonomie particulièrement favorable, c'est-à-dire que la langue catalane, l'identité catalane...

Q - Moins favorable que le régime basque.

R - Et un certain nombre d'impôts, qui sont collectés, qui restent au niveau de la Catalogne. Il y a un statut qui a été adopté en 2006, le statut révisé de la Catalogne, vous savez, qui donne d'énormes prérogatives au gouvernement catalan, il a été approuvé par 73% en 2006. Je crois qu'il est un peu inutile aujourd'hui d'aller provoquer des déchirures dans la société, parce qu'on

le voit bien, entre eux des Catalans qui souhaitent quitter l'Espagne, et des Catalans qui se revendiquent espagnols, il y a des tensions très fortes.

Q - La France ne reconnaîtra jamais l'indépendance de la Catalogne ?

R - Mais, tout ce processus s'est placé en dehors du cadre constitutionnel espagnol, donc il est hors de question...

Q - Donc la France ne reconnaîtra jamais...

R - Bien sûr, il est hors de question de reconnaître une démarche qui est illégale. Et, vous savez, on est dans un moment où, aussi, il ne peut pas y avoir d'égoïsme régional ou national, l'Europe, on est tous dans le même bateau, et donc quand un gouvernement, une autonomie, comme la Catalogne, effectivement a des richesses, c'est bien qu'elle en garde sa juste part, mais c'est bien aussi que ça puisse irriguer l'ensemble du territoire espagnol. Voilà, il faut lutter contre les égoïsmes régionaux ou nationaux.

Q - Merci Jean-Baptiste Lemoyne.

R - Merci à vous./.